



RESEARCH ARTICLE

RESTER DEBOUT FACE À LA CRISE SÉCURITAIRE! ANALYSE DES STRATÉGIES DE RÉSILIENCE DES FEMMES DÉPLACÉES INTERNES À OUAGADOUGOU

*Dr. GNESSI Siaka

Sociologue, Chercheur à l'Institut des Sciences des Sociétés, (INSS/CNRST), Ouagadougou,

ARTICLE INFO

Article History:

Received 20th October, 2024
Received in revised form
17th November, 2024
Accepted 24th December, 2024
Published online 31st January, 2025

Key Words:

Burkina Faso,
Crise sécuritaire,
Femmes déplacées,
Résilience, Stratégies

*Corresponding author:

Dr. GNESSI Siaka

ABSTRACT

La crise sécuritaire qui secoue le Burkina Faso depuis 2015 a conduit à un nombre croissant de déplacés internes, dont une grande proportion est composée de femmes. Ces femmes, confrontées à des violences physiques, sexuelles et psychologiques, ainsi qu'à la perte de leurs moyens de subsistance, ont développé des stratégies de résilience pour faire face à cette situation. Cet article explore les différentes stratégies de résilience adoptées par ces femmes dans un contexte de crise prolongée. En mobilisant des concepts théoriques sur la résilience, l'article analyse les mécanismes d'adaptation des femmes déplacées internes dans la ville de Ouagadougou. Des données qualitatives nécessaires à l'analyse ont été collectées auprès des femmes déplacées internes vivant dans les quartiers périphériques de la ville. Des informateurs clés comme les acteurs humanitaires et les services techniques du ministère en charge de l'action humanitaire ont fait partie de la population d'enquête. Les femmes déplacées internes développent de nombreuses stratégies de résilience face à la crise mais l'insuffisance, l'inefficacité et le caractère ponctuel des actions publiques et privées de soutien les maintiennent dans la dépendance et dans la précarité. Aider les femmes déplacées à se reconstruire nécessite une mobilisation plus forte des acteurs et des interventions qui s'inscrivent dans la durée.

Copyright©2025, GNESSI Siaka. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Dr. GNESSI Siaka. 2025. "Rester debout face à la crise sécuritaire! Analyse des stratégies de résilience des femmes déplacées internes à Ouagadougou..". *International Journal of Current Research*, 17, (01), 31478-31483.

INTRODUCTION

Depuis une décennie maintenant, le Burkina Faso et ses habitants luttent contre une crise sécuritaire marquée par des attaques terroristes. Ces attaques ont provoqué d'importants déplacements de populations, obligeant des milliers de familles à fuir leurs foyers pour chercher refuge dans des zones plus sécurisées. À la fin de l'année 2023, le pays comptait plus de 2 million de personnes déplacées internes communément appelés PDI. Parmi elles, 82% sont des femmes et enfants avec 38% de femmes qui sont des chefs de ménages (CONASUR, 2023). Cette situation difficile fragilise davantage les communautés déjà vulnérables et exacerbe les inégalités sociales. Ces déplacements massifs posent d'importants défis socio-économiques, tant pour les déplacés eux-mêmes que pour les communautés d'accueil. Privés de leurs moyens de subsistance habituels, les PDI en général et les femmes déplacées en particulier se retrouvent dans des situations de précarité, souvent sans accès à des services sociaux de base tels que la santé, l'éducation, et surtout, sans opportunités d'insertion économique. Cependant, bien que leur vulnérabilité soit manifeste, les femmes déplacées développent des stratégies pour surmonter les conséquences négatives de la crise. L'objectif de cet article est d'explorer ces stratégies de résilience et de comprendre comment elles permettent aux

D'un point de vue historique, les premières recherches sur la résilience se sont appuyées sur des observations faites sur des enfants vivant dans des contextes familiaux et sociaux jugés défavorables à leur développement. Ces contextes étaient caractérisés par des facteurs de risque tels que la grande précarité socio-économique, les violences familiales, la délinquance, les carences éducatives et affectives, etc. (Anaut, 2015). La résilience désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à surmonter des adversités, à s'adapter aux changements et à reconstruire une forme de stabilité après un choc ou une crise (Masten, 2001). Ce processus implique l'identification et la mobilisation de ressources internes et externes, telles que les réseaux sociaux, les ressources économiques et les interventions humanitaires, qui permettent aux individus de faire face à la crise et de retrouver un minimum de quiétude et de bien-être (Ungar, 2013). C'est dans ce sens que M. Anaut (2015, p.36) écrit:

« La résilience dépend de l'interaction de différentes conditions internes et externes au sujet, qui sont donc variables suivant les évolutions personnelles et celles du contexte environnemental dans lequel il vit. L'être humain étant par définition en développement tout au long de sa vie et les structures de son milieu environnant étant changeantes, le fonctionnement résilient est donc également fluctuant. Pour se

maintenir, il lui faut évoluer avec les changements du sujet et de son contexte de vie » (Anaut, 2015, p.36). La résilience est donc le résultat d'un état d'équilibre entre les facteurs de risque et les facteurs de protection face aux événements angoissants, et qui met en jeu l'interaction dynamique entre ces facteurs autant chez l'enfant que chez l'adulte.

Cette compréhension de la résilience est pertinente chez les femmes déplacées internes et prend une forme particulière, car elle est fortement influencée par les rapports de genre et les inégalités sociales. Les femmes déplacées doivent non seulement surmonter les défis liés à l'insécurité, mais aussi gérer des formes spécifiques de violence basée sur le genre (VBG) et de marginalisation (Bayer et al., 2020). La résilience des femmes déplacées est souvent collective et s'appuie sur des réseaux de solidarité et d'entraide communautaire en vue de faciliter leur insertion socio-économique.

L'insertion socio-économique, résultat de toutes les formes de résilience des femmes PDI dans ce contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso, est un enjeu fondamental pour la stabilité et la cohésion sociale. C'est un concept largement exploré dans la littérature, notamment dans le cadre des déplacements forcés causés par des crises ou des catastrophes naturelles. L'insertion des PDI par la résilience se réfère à leur capacité à accéder à des moyens de subsistance stables dans leurs communautés d'accueil (Chambers, 1986). Contrairement aux réfugiés internationaux, les personnes déplacées internes sont souvent marginalisées et négligées dans les politiques nationales; ce qui limite leurs capacités à se reconstruire, accentue leur dépendance à l'aide humanitaire et complique davantage leur réintégration économique et sociale (Jacobsen, 2002; Lindley, 2014; Esses, Hamilton et Gaucher, 2017).

Le faible niveau d'éducation et le manque de qualifications professionnelles adaptées au contexte urbain aggravent les problèmes d'insertion des PDI dans les zones d'accueil, les reléguant souvent dans des emplois précaires. L'accès au marché du travail, au logement et aux services publics essentiels constituent également des difficultés rencontrées par les femmes déplacées (Ouédraogo, 2019; Kaboré, 2021).

Après l'introduction, nous montrerons où et comment les données indispensables à l'analyse ont été collectées avant de présenter et discuter les résultats.

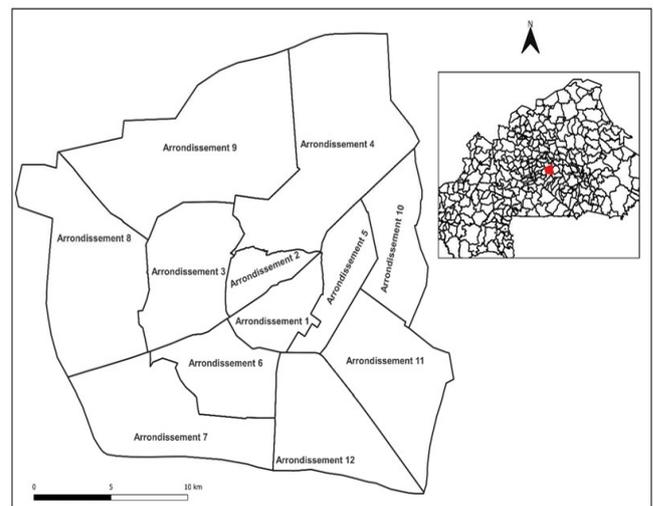
MÉTHODOLOGIE

La zone d'étude: La recherche s'est déroulée dans la commune urbaine de Ouagadougou est située dans la province du Kadiogo, elle-même située dans la région du Centre. La ville de Ouagadougou compte douze (12) arrondissements et cinquante-cinq (55) secteurs. C'est la capitale du Burkina Faso et la plus grande ville du pays. Elle couvre une superficie de 518 km² (SDAGO, 2010), soit 0,2% du territoire national. Elle est limitée au Nord par les communes rurales de Pabré et de Loumbila, à l'Est par celle de Saaba, au Sud par celles de Koubri et de Komsilga et enfin à l'Ouest par la commune rurale de Tanghin-Dassouri. La ville de Ouagadougou compte 2 415 266 d'habitants selon les résultats du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (5e RGPH), réalisé en 2019, soit 11,78% de la population totale du pays et 45,1% de celle des villes du Burkina Faso. Elle se compose de 1 183 557 hommes et de 1 231 709 femmes.

En termes d'évolution des effectifs, la population de la commune est restée en constante hausse depuis 1985. Elle est passée de 441 514 habitants en 1985 à 1 475 839 habitants en 2006 pour atteindre 2 415 266 habitants en 2019. Considérant le sexe, l'effectif de la population féminine est passé de 211 391 habitants en 1985 à 1 231 709 habitants en 2019. L'effectif de la population des hommes est quant à lui passé de 230 123 en 1985 à 1 183 557 habitants en 2019. La répartition des effectifs de population par arrondissement montre que les arrondissements 9, 3 et 7 sont ceux qui ont plus d'habitants dans la commune. Les arrondissements 12 et 2 sont les moins peuplés. A l'image de la commune, les femmes sont plus nombreuses que les hommes quel que soit l'arrondissement.

La ville est au centre du pays et elle est traversée par la voie ferrée venant d'Abidjan (Côte d'Ivoire). Elle occupe de ce fait une position géographique favorable aux échanges commerciaux. Elle constitue en effet une plaque tournante du commerce de produits agricoles et du bétail avec le reste du Burkina Faso d'une part, et les pays voisins d'autre part. Les pays frontaliers comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger, le Togo, le Ghana et le Mali constituent un potentiel important de débouchés pour ces produits.

Techniques de collecte et d'analyse des résultats: La méthodologie de recherche s'est fondée sur une approche qualitative pour recueillir des données auprès des femmes déplacées internes dans la ville de Ouagadougou. Des entretiens semi-directifs ont été menés en 2003 et 2024 avec une quarantaine de personnes déplacées dont 30 femmes, sélectionnées dans les quartiers d'accueil, essentiellement situés dans les zones périphériques de la capitale. D'autres informateurs clés à savoir les travailleurs sociaux, des acteurs des organisations humanitaires et des cadres du ministère en charge de l'action humanitaire ont été aussi rencontrés. Les conditions de vie des femmes déplacées, l'accès aux services sociaux de base, l'impact des interventions humanitaires, l'accompagnement des structures de l'Etat, les stratégies de résilience déployées, ... ont figuré en bonne place dans les guides d'entretien que nous avons élaborés à cet effet. Les données qualitatives ont été analysées selon la méthode de l'analyse thématique, à l'aide du logiciel d'analyse des données QDA Miner.



Source: INSD, 2022

Figure 1. Carte de la Commune de Ouagadougou

RÉSULTATS

Les formes de vulnérabilités des femmes déplacées internes

La perte de moyens de subsistance: La première forme de vulnérabilité des femmes déplacées internes est la perte de moyens de subsistance. De nombreuses femmes perdent leur autonomie économique lorsqu'elles fuient leurs foyers. Fortement dépendantes des d'activités comme l'agriculture, le petit commerce et l'élevage pour subvenir aux besoins de leur famille, elles retrouvent dans les villes d'accueil sans ressources et sont confrontées à des défis spécifiques qui exacerbent leur vulnérabilité. Fati est originaire de PobéMingao, un village situé à l'extrême nord du pays. Elle, son mari, leurs enfants et des proches parents ont été surpris par une attaque terroriste et ont fui jusqu'à Ouagadougou sans pouvoir rien emporter avec eux. Le chef de famille raconte:

« Notre village a été attaqué, c'était vers 5 heures du matin, c'était pendant le mois de ramadan, exactement le 23ème jour. On s'était levé pour manger afin de jeûner. Subitement, on a entendu du bruit de tirs d'armes. Et on voyait le feu allumé. Nous étions tous paniqués. Il fallait courir se cacher d'abord. Moi je me rappelle que je courais seulement en direction de la brousse, il y'avait des gens avec moi mais je pensais que c'était ma famille. Mais ils se trouve que ce n'était pas eux, donc on s'est perdu de vu dans la fuite, je pensais qu'ils étaient morts dans les tirs. A un moment donné on s'est arrêté pour se reposer car on était fatigué de courir, on s'était suffisamment éloigné du village, car on n'entendait plus les bruits. Pendant qu'on reposait avant de reprendre la route, on voit arrivé des hommes en tenue, tout le monde a commencé à courir encore. Ils nous ont interpellé de ne pas avoir peur car ils sont des militaires et non des terroristes. Les autres se sont arrêtés, mais moi, je n'avais pas l'esprit tranquille. Quand il essayait de s'approcher de moi je courais et il m'a dit : " Madame, n'aie pas peur je suis un militaire, nous sommes là pour vous aider. Je veux juste te donner de l'eau " C'est là que j'ai pris mon courage et je me suis arrêtée pour prendre l'eau et boire. C'est dans ces conditions que nous sommes arrivés à Ouagadougou, sans vivres, sans matériels, sans rien. On a tous laisser et fuir pour sauver notre vie ».



Source: Lefaso.net, 2019

Figure 1. Déplacements forcés de femmes

Accès limité aux services sociaux de bases et au logement: La crise entraîne une surcharge des infrastructures, rendant l'accès aux services de santé et à l'éducation encore plus difficile pour les femmes déplacées.

Salamata, femme déplacée de 37 ans vivant au quartier Bassinko de Ouagadougou, témoigne:

« Je suis venue avec sept enfants plus mon mari et ma coépouse à trois enfants. Comme il n'y a pas de place, mon mari est parti à Tanghin Dassouri pour travailler dans les champs des gens. Il a amené avec lui ma co-épouse, ses enfants et deux de mes enfants. Il me reste ici cinq enfants et le plus âgé à 13ans, celui qui le suit à 11ans, le troisième à 9ans, le quatrième à 7ans et le dernier à 4ans. C'est quatre garçons et une fille. C'est deux qui vont à l'école, la dernière n'a pas encore l'âge d'aller à l'école et les deux autres, c'est par manque de moyens. Si ça continue comme ça ce n'est pas sûr que les autres y aillent. Ils sont au CE2 et CE1, c'est une école franco-arabe. Au village, vraiment on ne payait pas de scolarité, ils avaient tout, il fallait juste payer la cantine à 1000f et l'enfant mange même à l'école. Mais ici, l'école est chère. C'est une de leur tante qui est Boulmiougou (un quartier voisin) qui paye leur scolarité plus la tenue, et moi, je me débrouille avec les fournitures. La scolarité pour les deux vaut plus de 100. 000 FCFA. Sans l'aide de cette femme, c'était impossible de les scolariser. Ne n'avons pas ces moyens. Ce qui nous préoccupe c'est comment avoir régulièrement à manger, surtout pour les enfants qui ne supportent pas la fin. Au niveau de la santé, c'est difficile aussi quand l'un d'entre nous tombe malade. Alors que, vu que nous ne sommes pas bien logés, nous sommes exposés au paludisme » (entretien réalisé le 15 mai 2024).

Tandis que certaines femmes déplacées sont accueillies dans des camps aménagés par l'Etat, celles que nous avons rencontré dans les quartiers périphériques de Ouagadougou vivent dans des écoles ou dans des habitations précaires. Samira, une femme de 40 ans, mère de cinq enfants, habite dans la sortie nord de la ville. Elle est arrivée à Ouagadougou en 2021 suite à l'attaque de leur village situé dans la région du centre nord du pays. Elle affirme ceci:

« C'est la cour d'un parent de mon mari. Il a clôturé et construit une maison chambre-salon dedans. Il amis ses effets dans la chambre et c'est le salon que j'occupe avec mes cinq enfants. Mon mari a continué sur un site d'orpaillage. On se débrouille dans cette maison; elle a besoin de réfection. Le toit coule et le sol n'est pas cimenté. On se couche par terre sur des nattes. Mais j'ai des inquiétudes, parce que le propriétaire veut construire dans sa cour, il va certainement nous dire de sortir et quand cela va arriver, on va devoir chercher une autre solution de logement ».

Une autre mère de famille de 37 ans ajoute:

« Attendez, je vous montre où on est logé, c'est la maison sans toit là, c'est juste une maison où j'ai déposé mes affaires, sinon on ne peut pas dormir ici pendant la saison pluvieuse. Il n'y a pas de toit, c'est comme si tu es couché dehors. C'est dans cette maison je suis avec mes enfants, mon mari et les frères de mon mari. Il faut dire que les hommes se couchent dehors sous les arbres. Même s'il pleut ils sont là-bas seulement. Nous les femmes aussi, la plupart du temps on est couché là-bas seulement, mais c'est lorsqu'il commence à pleuvoir qu'on rentre dans la maison, moi et mes enfants, comme notre maison n'a pas de toit, on rentre chez les autres le temps que la pluie cesse. C'est vraiment triste. Ouagadougou est vraiment dure ».

Les « femmes oubliées » de l'action publique

L'Etat, avec le soutien des acteurs humanitaires et communautaires jouent un rôle crucial dans le soutien à ces femmes déplacées. Ils fournissent des services de santé, de protection et de soutien psychologique, ainsi que des opportunités économiques à travers des programmes de microcrédit ou d'entrepreneuriat. Toutefois, les réponses restent souvent fragmentées et insuffisantes face à l'ampleur des besoins. De nombreuses familles déplacées ne sont pas recensés par les services de l'Etat si bien qu'elles ne bénéficient d'aucun accompagnement social. Malgré les efforts humanitaires, l'action publique est insuffisante pour prendre en compte les besoins de toutes les familles déplacées. Mariame à 35 ans. Elle est chef de ménage et vit avec ses enfants dans le quartier zongo, à la sortie ouest de la ville. Elle témoigne:

« La vérité est bonne dire, j'entends dire qu'on aide les personnes déplacées, et si je pars, effectivement je vois les PDI sont là, on leur donne des vivres et on me dit que je ne suis pas sur la liste. Je demande de m'inscrire mais ils disent que ce n'est pas possible. La dernière fois c'était chez le Zongonaba (le chef du quartier zongo), nous étions nombreuses qui n'avaient rien sous prétexte qu'on n'est pas inscrit sur leur liste. Le donateur même a eu pitié de nous ce jour-là et a demandé à ce qu'on nous donne au moins la moitié de ce que les autres ont reçu. C'était un sac de riz de 25kg plus deux milles fca pour deux personnes. Depuis que je suis à Ouaga il y a cinq ans, c'est le seul don que j'ai reçu. Je me débrouille toute seule avec mes enfants ».

Stratégies de résilience des femmes déplacées

Les résultats montrent que les femmes déplacées internes de Ouagadougou ont développé plusieurs stratégies de résilience, qui varient selon leurs ressources disponibles et les contextes dans lesquels elles évoluent. Malgré les vulnérabilités auxquelles elles sont exposées, ces femmes déploient diverses stratégies pour survivre et se reconstruire. Elles s'insèrent dans des réseaux de solidarité communautaire pour s'entraider. Ces réseaux sont basés sur des relations informelles qui permettent de mutualiser les ressources limitées, d'assurer une protection mutuelle contre les violences. Les réseaux familiaux et communautaires facilitent l'entrepreneuriat informel des femmes déplacées. Nombre d'entre elles a recours à des activités économiques de subsistance telles que le petit commerce, les travaux domestiques...pour leur permettent de maintenir une certaine autonomie financière. « Je fais la lessive pour les gens, je me promène pour chercher ce travail. Le jour que je ne gagne pas ça, je ramasse les graviers sur la route, rassembler si ça atteint une charrette je vends. Ce sont ces deux activités que je fais pour gagner un peu d'argent et nourrir mes enfants » (Fati, 30 ans, déplacée interne, originaire de la région du nord).

Les stratégies de résilience des femmes déplacées passent aussi par la formation, perçue comme un levier important pour l'autonomisation des femmes. Plusieurs initiatives, menées par des organisations humanitaires ou communautaires, offrent des formations en couture, coiffure, gestion d'entreprises ou encore en agriculture urbaine. Ces compétences leur permettent de diversifier leurs activités et de réduire leur dépendance à l'aide extérieure. Les femmes déplacées internes ont mis en place des mécanismes de protection, souvent

collectifs, pour se protéger des violences, y compris les violences basées sur le genre (VBG). En raison de leur sexe, les femmes déplacées internes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles, notamment dans les camps de réfugiés et les zones urbaines où elles cherchent refuge. Les veuves parmi elles ou celles qui ont perdu leurs enfants sont parfois stigmatisées et exclues des réseaux sociaux et économiques des communautés d'accueil.

DISCUSSION

Les déplacements massifs de populations fuyant l'insécurité déstabilisent les populations concernées et fragilisent les zones d'accueil, déjà confrontées à l'insuffisance de la couverture sociale et ressources économiques. Les résultats de cette étude confirment que, malgré les multiples vulnérabilités auxquelles les femmes déplacées internes au Burkina Faso font face, elles déploient des stratégies variées pour faire face à la crise. La solidarité communautaire et l'entrepreneuriat informel sont des stratégies essentielles qui leur permettent de maintenir un minimum de stabilité. Toutefois, elles sont limitées par le manque de moyens et de soutien institutionnel, et restent dépendantes des interventions humanitaires et des réseaux sociaux pour leur survie. Les stratégies de résilience peuvent être renforcées par une meilleure coordination des actions humanitaires et des politiques publiques adaptées aux besoins spécifiques des femmes déplacées internes. Le soutien institutionnel gagnerait à prendre en compte la santé mentale des femmes déplacées. Le déplacement les oblige à abandonner leurs réseaux sociaux et communautaires, qui sont souvent des sources importantes de soutien émotionnel, pratique et économique. Les liens familiaux et communautaires deviennent faibles, ce qui aggrave l'isolement social et psychologique des femmes déplacées. Elles ont souvent vécu des événements traumatisants, tels que les violences sexuelles, les pertes de vie familiales ou le dénuement total.

Ces expériences peuvent laisser des cicatrices psychologiques profondes, avec des conséquences sur leur santé mentale (anxiété, dépression, troubles de stress post-traumatique). Le manque de services de santé mentale adaptés aggrave cette situation. Il est nécessaire d'intégrer la lutte contre les violences basées sur le genre dans les réponses humanitaires. Les femmes déplacées internes sont particulièrement vulnérables à la violence, notamment à la violence sexuelle, à l'exploitation et à l'abus. Le fait d'être déplacées les expose souvent à des environnements où les protections sociales et juridiques sont faibles; ce qui peut conduire à une hausse des agressions sexuelles, du harcèlement et des violences domestiques. Dans un contexte de déplacement, les femmes se voient contraintes d'accepter des emplois précaires et informels, souvent mal rémunérés et sans sécurité sociale. Cela les expose à des conditions de travail dangereuses et à des abus, tout en les empêchant d'atteindre une indépendance économique durable. Il importe de promouvoir leur autonomisation dans les processus de réinsertions socio-économique. Cela s'avère urgent d'autant plus que les difficultés d'insertion socio-économique des femmes déplacées exacerbent les tensions sociales et renforce leur marginalisation, accentuant ainsi les fléaux sociaux tels que la mendicité, la prostitution, le grand banditisme et l'enrôlement dans les groupes terroristes. Brett et Specht (2004), dans leurs recherches sur les déplacés en Afrique, notent que

l'enrôlement par des groupes armés est souvent motivé par un manque d'opportunités économiques et sociales. Au Burkina Faso, les groupes armés terroristes exploitent la vulnérabilité des personnes déplacées avec pour objectif de les enrôler. C'est pourquoi les mesures d'accompagnement pour favoriser la résilience des femmes déplacées sont à considérer comme prioritaires dans la gestion des conséquences de la crise sécuritaire. L'entrepreneuriat social féminin pourrait être un levier capital pour renforcer l'autonomie économique des femmes déplacées. La mise en place de programmes de formation adaptés et de micro-crédits pourrait faciliter leur intégration économique (Betts et Collier, 2017). Les actions d'aide humanitaire, bien qu'essentielles, ne s'inscrivent pas dans la durée. Pour cela, elles ne suffisent pas à fournir des solutions de long terme pour garantir l'insertion socio-économique des femmes déplacées et prévenir leur engagement dans des activités illégales. C'est pourquoi Ager et Strang (2008) plaident pour la promotion de la formation professionnelle de courte durée suivie d'un accompagnement financier au profit des personnes déplacées afin de les aider à développer des compétences adaptées aux besoins du marché local. La résilience des femmes déplacées internes est mise à l'épreuve par une combinaison de facteurs qui vont au-delà du simple déplacement géographique. Pour renforcer leur résilience, il est essentiel d'adopter une approche qui reconnaît leurs besoins spécifiques et leur donne les moyens de participer activement à la reconstruction de leur vie. Cela nécessite des actions publiques fortes et une mobilisation efficace des acteurs (ONG, associations, société civile, communautés religieuses, ...) qui prennent en compte les dimensions de genre, qui garantissent la protection contre la violence, qui assurent un accès égal aux services et qui créent des opportunités économiques et éducatives adaptées. Les actions de réintégration doivent également promouvoir une inclusion réelle des femmes déplacées dans les processus décisionnels pour qu'elles puissent retrouver leur dignité et leur autonomie.

CONCLUSION

Depuis le début de la crise sécuritaire au Burkina Faso, la commune de Ouagadougou est confrontée à une augmentation rapide du nombre de personnes déplacées internes (PDI). Ces PDI, fuyant les violences dans leurs régions d'origine, se retrouvent dans une situation de précarité et font face à des défis majeurs pour s'insérer dans le tissu socio-économique local. Les femmes déplacées internes du pays font preuve de résilience, malgré les conditions extrêmement difficiles auxquelles elles sont obligées de vivre. Les stratégies qu'elles adoptent, telles que la solidarité communautaire, l'entrepreneuriat informel et l'accès à la formation, sont essentielles pour leur survie et leur bien-être. Cependant, l'absence de mécanismes efficaces capables de faciliter leur intégration socio-économique complique la situation. Leurs stratégies de résilience ont besoin d'être renforcées par des actions humanitaires publiques et privées efficaces et adaptées à leurs besoins spécifiques. La mobilisation des acteurs devient indispensable pour aider les femmes déplacées internes à se reconstruire durablement.

RÉFÉRENCES

Anaut M. (2015), La résilience: évolution des conceptions théoriques et des applications cliniques. *Rech Soins Infirm.* Jun;(121):28-39.

- Bales, K. (1999). *Disposable people: New slavery in the global economy*. Berkeley, University of California Press.
- Berthelemy, F. (2017). Solidarité et résilience face aux crises: Le rôle des réseaux informels dans les contextes de déplacement. *Revue des Sciences Sociales et Humanitaires*, 45(3), 115-128.
- Betts, A., & Collier, P. (2017). *Refugee: Transforming a broken refugee system*. London, Penguin.
- Bonfiglio, A. (2020). *Refugees, livelihoods, and conflicts: Understanding refugee economies in Africa*. New York, Routledge.
- Brett, R., & Specht, I. (2004). *Young soldiers: Why they choose to fight*. Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Cefaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*. Paris, La Découverte.
- Chambers, R. (1986). « Hidden losers? The impact of rural refugees and refugee programs on poor host communities ». *Disasters*, vol. 10, n°3, pp. 241-257.
- Chikanda, A., & Crush, J. (2019). « Refugee livelihoods and resilience: Comparing camps and urban contexts in the global south ». *Journal of Refugee Studies*, vol. 32, n°2, pp. 263-282.
- De Ketele, X. (2015). *Méthodologie de la recherche en sciences sociales et humaines*. Bruxelles, De Boeck Supérieur.
- Duby, G., & Wallon, A. (1977). *Histoire de la vie privée: Tome 1 - De l'Empire romain à l'an mil*. Paris, Seuil.
- Esses, V. M., Hamilton, L. K., & Gaucher, D. (2017). « The global refugee crisis: Empirical evidence and policy implications for improving public attitudes and facilitating refugee resettlement ». *Social Issues and Policy Review*, vol. 11, n°1, pp. 78-123.
- Garnier, A., & Sandvik, K. B. (2018). *Refugee protection and forced migration*. London, Routledge.
- Hoffman, B. (2013). *Inside terrorism*. New York, Columbia University Press.
- Holling, C. S. (1973). « Resilience and stability of ecological systems ». *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, pp. 1-23.
- Jacobsen, K. (2002). « Can refugees benefit the state? Refugee resources and African statebuilding ». *Journal of Modern African Studies*, vol. 40, n°4, pp. 577-596.
- Kaboré, J. (2021). *La gestion des PDI au Burkina Faso: Enjeux et perspectives*. Paris, L'Harmattan.
- Koser, K. (2007). *International migration: A very short introduction*. Oxford, Oxford University Press.
- Lacher, W. (2020). *Libya's fragmentation: Structure and process in violent conflict*. London, Bloomsbury Publishing.
- Léca, J. (1996). « La démocratie à l'épreuve des pluralismes ». *Revue française de science politique*, vol. 46, n°2, pp. 225-279.
- Lindley, A. (2014). *Crisis and migration: Critical perspectives*. New York, Routledge.
- Lindsey, L., & Burry, S. (2021). *Poverty and prostitution: Economic dynamics in fragile states*. New York, Routledge.
- Ouédraogo, A. (2019). *Les déplacés internes au Burkina Faso: Défis et solutions*. Paris, Editions Sankofa.
- Ouédraogo, A., et al. (2022). *Résilience et adaptation des PDI au Burkina Faso*. Ouagadougou, Centre d'Études Africaines.
- Ouédraogo, D. (2022). Réflexions sur la crise sécuritaire et ses impacts sur les femmes déplacées au Burkina Faso. *Revue Africaine de Développement*, 60(4), 243-260.

Paugam, S. (1996). *L'exclusion: L'état des savoirs*. Paris, La
Découverte

UNHCR (2020). *Global Trends: Forced Displacement in 2019*.
Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees.
